

de fabrique provinciale. Appeler le blé un produit manufacturé! Dieu en est le grand fabriquant, la terre est son atelier et les laboureurs sont ses outils. Admettons tout cela. Admettons même, pour contenter ce philosophe, qu'aucun tarif de M. Cayley ne saurait faire le moindre bien aux industriels qui fabriquent le blé; que s'ensuit-il? Singulière manière de raisonner et qui nous arrache un sourire, à la belle barbe noire de M. Young.

Voici un Sioux; silence, c'est un disert orateur; il va parler aux guerriers et aux médecins réunis dans la grande cabine; écoutons.

“ Les Pâles-Visages nous parlent d'agriculture et de progrès. Leurres que tout cela! Le grand produit de nos contrées sauvages, c'est le buffle et je défie un Pâle-Visage quelconque d'augmenter ce produit au moyen de n'importe quel tarif; donc *cum glu capiuntur aves*, et nous ne sommes pas de ces serins.”

Mais, malheureux, répondrions-nous à cet obstiné Peau-Rouge, de ce que toute votre tribu ne vit que de chasse, et de ce que le gouvernement ne peut pas multiplier le chiffre des buffles de vos plaines, est-ce une raison que vous ne deviez jamais faire autre chose que chasser et mener une existence précaire? Oh! le bel argument! sur 100 Indiens, il y en a 80 qui chassent, le gouvernement ne peut pas multiplier leur gibier, donc qu'il les laisse tranquilles?

Au contraire! vous avouez que sur 100 Canadiens il y a 80 cultivateurs et je vous demanderai aussitôt si ces 80 cultivateurs sont à leur aise. Si vous parlez aussi franchement que vous raisonnez faux, vous reconnaîtrez qu'il y a bien des malheureux parmi eux et que plusieurs s'en vont aux États-Unis et chercher le confort. Après cela, je continuerai à vous faire confesser que si tout l'argent que nous envoyons en Angleterre pour payer nos importations, restait dans le pays, nécessairement il y en aurait une plus grande quantité dans toutes les chaumières et que la prospérité serait plus générale. Et que faut-il faire pour conserver cet argent? Une chose bien facile, qu'un certain nombre de Canadiens se mettent à fabriquer autant qu'ils le pourront—non plus seulement du blé, car vous avez raison de dire que le tarif ne saurait protéger cette manufacture;—mais toute autre espèce d'articles que l'Inspecteur-Général puisse prendre sous son aile maternelle, (ceci est au figuré, bien-entendu, car M. Cayley n'est pas une poule;) et vous aurez obtenu le résultat tant désiré.

Après nous avoir parlé de l'impuissance du gouvernement à protéger la manufacture du blé, M. Young fait une profession de foi; il se déclare contre toute espèce de protection accordée à l'industrie nationale. C'est là l'expression d'un sentiment; mais ce n'est pas un argument. M. Young compte parmi les grands négociants de Montréal, or le *Leader* ne dit-il pas lui-même, en vrai écervelé, dans l'article déjà cité: “ Les hommes pratiques sont les plus aisément aveuglés par leurs intérêts personnels; et le juge le plus impartial est celui qui applique des principes corrects à une série de faits dans lesquels il n'a pas le moindre intérêt commercial?” et ce n'est pas le cas de M. Young. S'enrichissant par l'importation, il est naturel qu'il soit anti-protectionniste. M. Young étant de plus libre-échangiste, quoi d'étonnant qu'il soit contre les tarifs? Mais pourquoi est-il libre-échangiste? Ne sait-on pas qu'en Angleterre, les grands industriels s'emparèrent de lui, le cajolèrent, lui persuadèrent qu'il était grand homme et qu'avec son génie il ne pouvait être autre chose que libre-échangiste comme eux? car c'est une tactique des Manchesteriens d'engluer ainsi, de temps à autre, les brillants perroquets qui leur viennent du dehors, afin d'entretenir sur tous les marchés du monde l'amour des principes libre-échangistes et la consommation des calicots de Manchester.

M. Young s'en revint, mais non point comme il était parti. Enivré de louanges, il se posa en libre-échangiste sur le pavé de Montréal et ses concitoyens, qui savent que le commerce est une bonne chose pour eux, mais qui n'ignorent pas que l'industrie serait une chose bien meilleure encore, se mirent à avoir du perroquet britannique une si mince idée qu'il dut se résigner à finir inglorieusement sa vie politique. Aux dernières élections, nous avons vu M. Holton abandonné, (avec assez d'ingratitude, disons-le,) par les négociants qui l'avaient eux-mêmes poussé dans l'opposition; mais si M. Young s'était mis sur les rangs, il eût été

défait encore plus complètement que M. Holton, et cela à cause de sa conversion au libre-échange.

Mais, nous diront quelques personnes qui sont toujours en extase devant l'Angleterre, si les Anglais se sont déclarés pour le libre-échange, c'est que cette nouvelle théorie doit avoir du bon.

Certainement qu'elle est bonne, de même que ce dindon dont vous mangez le soi-l'y-laisse est bon; mais voudriez-vous être à sa place? ce qui est bon pour l'un peut être très-pernicieux à l'autre. Les nègres sont abolitionnistes et les planteurs sont en faveur de l'esclavage. En France, tout soldat admire sa giberne dans laquelle se trouve son bâton de maréchal, et en Angleterre, le jeune enseigne imberbe et ignorant qui a acheté son brevet, trouve très-naturel qu'un simple soldat ne puisse jamais devenir autre chose que sergent. Au lieu de peser les sentiments, il suffirait quelquefois de sonder le cœur d'où ils partent, pour en connaître la valeur.

Si les Anglais, qui autrefois n'étaient pas libre-échangistes et qui, encore aujourd'hui, sont protectionnistes pour certaines branches de l'industrie, se déclarent libre-échangistes pour d'autres, c'est qu'avec leurs immenses fabriques,—qui ont grandi grâce à la protection—ils peuvent lutter avantageusement sur tous les marchés du monde et avec n'importe quelle nation, pour la vente de certains articles. Voilà pourquoi les Anglais sont libre-échangistes, c'est que leur industrie produit presque trop. Pour la raison contraire, les Canadiens, dont l'industrie ne produit presque rien, devraient être protectionnistes, car s'il est vrai en anglais que “ la sauce bonne pour le jars soit bonne aussi pour l'oie,” nous mériterions réellement d'être pris pour des oies, d'aller prétendre que le tarif qui convient à ce gros jars britannique, convient aussi à notre Province et que la concurrence étant complète et les chances, égales, Jean-Baptiste—pot de terre—pourra courir sans se briser, tout à côté de John Bull—pot de fer.

Non, non, chassons de telles croyances et bouchons-nous les oreilles lorsque nous entendons des Anglais déclarer que c'est une chimère de songer à implanter l'industrie dans le sol canadien; car ces Anglais, soyez-en certains, ne parlent ainsi que parce qu'ils s'enrichissent par l'importation ou bien parce qu'ils ont la prospérité de leur mère-patrie bien plus à cœur que le bonheur de ces provinciaux de Canadiens.

## LES DÉBATS PARLEMENTAIRES.

### CONSEIL LÉGISLATIF.

Vingt-deuxième séance; mardi, 13 avril, 1858.

L'hon. M. de Blaquière—reprend en considération ses résolutions relatives au siège du gouvernement. Il aimerait à savoir si le gouvernement compte réellement aller s'établir au plus tôt à Outaouais et se mettre immédiatement à construire des bâtiments publics dans cette ville. Ne sait-on pas que nous nous trouvons dans un moment de crise politique et qu'après une union de 18 ans, les deux Canadas sont aussi éparpillés l'un à l'autre qu'avant 1840? L'union était destinée pourtant à amalgamer les deux races; mais ces Bas-Canadiens se sont obstinés à conserver leur religion, leur langue, leurs mœurs, leurs lois et leur nationalité distincte, de manière qu'aujourd'hui on en est encore à avoir une législature hybride qui n'est ni française ni anglaise.

Puisqu'il en est ainsi, il est juste que le Haut-Canada, qui est essentiellement saxon et protestant, soit aussi maître chez lui que le Bas-Canada veut l'être et l'est, en effet, dans ses limites. Malheureusement, ce n'est pas le cas et, malgré toutes leurs protestations, les Bas-Canadiens gouvernent en réalité les Haut-Canadiens, même lorsqu'il s'agit de questions exclusivement haut-canadiennes.

Une de ces questions, la plus importante, est celle des Écoles séparées, dont le Haut-Canada ne veut à aucun prix, ainsi qu'il l'a prouvé en abandonnant, au moment des élections, trois de ses ministres qui avaient agi en traîtres relativement à cette question. Croit-on qu'il puisse souffrir que le Bas-Canada lui dicte à